



Entre ombre et lumière : les dépenses de R&D des entreprises privées en 2021

En 2021, les entreprises suisses ont nettement plus investi dans la recherche et le développement que deux ans auparavant : les dépenses ont augmenté de 4% par rapport à 2019. Cette croissance est due aux tendances de fond que sont la santé, la numérisation et l'externalisation de la R&D à des tiers. Les secteurs plus sensibles à la conjoncture ont en revanche nettement réduit leurs dépenses de R&D, notamment les entreprises de taille moyenne. Outre les difficultés liées à la pandémie, l'absence de pleine association au programme-cadre de recherche européen « Horizon Europe » joue un rôle important.

L'Office fédéral de la statistique (OFS) mène périodiquement une enquête auprès des entreprises suisses afin de connaître les dépenses de l'économie privée en matière de recherche et de développement. Les **derniers chiffres** se rapportent à l'année 2021. En raison de la pandémie de Covid et de ses répercussions négatives sur l'économie, on pouvait craindre que les dépenses de R&D ne diminuent sensiblement. Il est donc très positif de constater qu'elles ont au contraire globalement augmenté l'année dernière. Les entreprises suisses ont investi en 2021 au total 4% de plus dans la recherche et le développement qu'en 2019.

La croissance de la R&D se limite toutefois à trois branches qui profitent de tendances à plus long terme et sont peu sensibles à la conjoncture. Ainsi, l'industrie pharmaceutique connaît une croissance constante grâce au poids toujours plus important de la santé. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont également soumises à une telle mégatendance – en l'occurrence celle de la numérisation. Le fait que les dépenses de R&D aient

nettement augmenté en 2021 par rapport à 2019, tant pour la fabrication de produits TIC (+ 9%) que pour les services TIC (+ 25%), est un signal réjouissant pour la transformation de l'économie suisse. De même, la tendance à externaliser toujours plus la R&D à des tiers se poursuit, de sorte que les dépenses dans la branche « recherche et développement » augmentent en conséquence. Au total, ces trois branches en vogue en Suisse ont investi 20% de plus dans la recherche et le développement en 2021 qu'en 2019. La locomotive incontestée est l'industrie pharmaceutique, qui représente 37% des dépenses de R&D de l'économie suisse.

DES BAISES CHEZ LES ENTREPRISES DE TAILLE MOYENNE

En revanche, les secteurs plus sensibles à la conjoncture ont dû réduire leurs dépenses de R&D de 8% en 2021. La pandémie a joué ici un rôle essentiel. Les entreprises ont été confrontées à des chutes de la demande en Suisse et à l'étranger, à des difficultés de livraison et à des restrictions d'exploitation. Ce sont surtout les entreprises de taille moyenne qui ont réduit leurs dépenses de R&D en raison de ces grands défis. L'accès limité à Horizon Europe a également eu un impact, d'autant que les importantes mesures transitoires comme le programme Swiss Accelerator d'Innosuisse n'ont démarré qu'en 2022.

Les dépenses de R&D alternent donc entre ombre et lumière. Parmi les points positifs, les investissements en R&D réalisés par les entreprises suisses à l'étranger ont cessé d'augmenter. Leur part dans l'ensemble des prestations de R&D acquises à l'étranger est même en recul. C'est le signe que la place scientifique suisse est vivante et que les entreprises peuvent largement couvrir leurs besoins dans notre pays. Et c'est une condition essentielle à la compétitivité à long terme de l'économie suisse. L'instantané de la situation en 2021 doit toutefois être considéré avec prudence. L'absence d'association pleine et entière à Horizon Europe n'aura des effets qu'avec un certain retard. Les mesures transitoires et de remplacement de la Confédération ne pourront combler que partiellement cette lacune. Si une solution n'est pas trouvée rapidement, cela portera durablement préjudice à la place scientifique suisse.

LA SUISSE A ENCORE UNE MARGE DE PROGRESSION

En comparaison internationale, la Suisse fait bonne figure, mais n'excelle pas. Avec une part de 2,29% du produit intérieur brut (PIB), elle se situe tout de même dans le peloton de tête, devant l'Allemagne ou la Finlande. Mais l'écart avec les meilleurs est considérable. En Israël, en Corée du Sud ou aux États-Unis, les dépenses de R&D demeurent nettement plus élevées.